

Les interventions en milieu rural. Principes et approche méthodologique, par Groupe de travail Coopération française, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris, 1989, 198p.

Jean-Pierre Chauveau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/310>

DOI : 10.4000/apad.310

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 1991

Référence électronique

Jean-Pierre Chauveau, « Les interventions en milieu rural. Principes et approche méthodologique, par Groupe de travail Coopération française, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris, 1989, 198p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 1 | 1991, mis en ligne le 23 juin 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/310> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.310>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Les interventions en milieu rural. Principes et approche méthodologique, par Groupe de travail Coopération française, Ministère de la Coopération et du Développement, Paris, 1989, 198p.

Jean-Pierre Chauveau

- 1 L'ouvrage est le premier résultat d'une réflexion initiée il y a quelques années par le Ministère français de la Coopération et du Développement "sur les principes, les instruments et les démarches des interventions de terrain" à partir de cas africains.
- 2 De lecture aisée, l'ouvrage se présente comme un dossier d'orientation pédagogique. Le caractère général du texte de synthèse est illustré par de très nombreux encadrés sur des cas d'interventions rurales, sur des thèmes particuliers ou sur des points de méthodes. Des exemples d'interventions de développement sont ensuite évoqués, regroupés par "style" ou par type d'intervention. Des définitions de concepts-clés sont enfin proposées.
- 3 La "philosophie" générale du document reflète l'état des réflexions du milieu professionnel français, proche de la Coopération, dans le domaine des interventions rurales. Bien que les auteurs se défendent de tout esprit d'orthodoxie (ils insistent à juste titre sur la complémentarité des diverses approches et sur la nécessité de prendre en compte la complexité et la diversité des situations), le document exprime une sensibilité particulière, que l'on pourrait qualifier de "française", par contraste avec les approches d'inspiration nord-américaine influentes au niveau de la Banque Mondiale. Cette sensibilité recouvre les approches "labellisées" dans le passé sous les termes de "développement communautaire" et, plus récemment, de "développement rural décentralisé" (vers lequel semble aller la préférence des rédacteurs du document), ou

encore de "développement a la base". On peut penser a cet égard que l'évolution des idées dominantes en France rejoint un mouvement amorcé bien plus tôt dans les agences de développement des autres pays européens (notamment la Hollande, l'Allemagne et la Grande-Bretagne).

- 4 Ce mouvement se caractérise par l'importance grandissante accordée a la prise en compte des stratégies des différents acteurs (en premier lieu des paysans) dans le contexte organisationnel que revêt toute intervention sur le milieu rural. L'accent est mis sur la recherche d'un nouveau rapport entre les acteurs (notamment entre paysans et structures d'encadrement), rapport de type plus contractuel favorisé par ,l'ouverture" et la décentralisation prônées par les auteurs dans l'organisation des projets et dans l'application des politiques agricoles et de financement qui les accompagnent (mais n'est-ce pas la sous-estimer les autres fonctions, essentiellement politiques, des projets et des politiques de développement agricoles?). Le concept d'aide à la gestion", comme objectif central de l'encadrement agricole, succède ainsi à ceux d'animation ou de vulgarisation de base.
- 5 Le document présente de manières très cohérente une démarche et ses outils d'analyse, en insistant sur l'importance de l'articulation des différentes échelles géographiques et institutionnelles. Les "conséquences institutionnelles et opérationnelles des démarches proposées" sont moins convaincantes. En effet, les mesures proposées, en forme de "check list à l'usage des praticiens (et, de ce point de vue, exposées de manière très synthétique et complète) supposent presque toujours que soient réunies les conditions d'une "transparence" des rapports sociaux plus que problématique (loin d'être des "perversions" dans les structures organisationnelles du développement, les aspects politiques ou régionalistes, les stratégies de pouvoir ou professionnelles sont constitutives de ces structures, en pays développés comme dans les PVD, et ont toutes chances de le rester). Par ailleurs, à propos de certains problèmes organisationnels, la difficulté -semble quelquefois plus contournée que résolue faute d'information sur les indicateurs empiriques utilisés par les auteurs. Par exemple en ce qui concerne l'identification de la demande paysanne et des structures de concertation, ou encore l'évaluation de la motivation des agents d'encadrement. Ces questions mettent en jeu des processus complexes de micro-réseaux dont la méthodologie d'analyse reste encore largement à faire.
- 6 Sur de nombreuses autres questions, cependant, les auteurs s'efforcent de présenter des résultats concrets et une méthodologie déjà éprouvée à l'appui de leurs propositions. Par exemple, parmi bien d'autres argumentations intéressantes : "impact de "alphabétisation de masse sur les rapports paysans/encadrement ; le moindre mal qui consiste à s'accommoder des agences intervenant selon une approche "filière" (est-ce un autre aspect spécifique de l'intervention "à la française" que l'insistance sur cette approche ?) ; les modalités de formation des paysans comme des encadreurs, etc.
- 7 Dans l'ensemble, l'ouvrage témoigne d'une belle méconnaissance (probablement réciproque) entre les réflexions des praticiens et celles des anthropologues-chercheurs sur des sujets communs.